

# La Grande-Bretagne se prépare désormais officiellement pour une guerre contre la Russie

par [Christelle Néant \(son site\)](#) mercredi 28 février 2018

**Mercredi 21 février, le ministre britannique de la Défense, le conservateur Gavin Williamson, a annoncé que le Royaume-Uni changeait sa stratégie de défense principale, passant d'une stratégie ciblant les terroristes non gouvernementaux (Al-Qaïda, etc) à une stratégie ciblant trois pays : la Russie, la Chine et la Corée du Nord. Il a reconnu qu'une augmentation massive des dépenses militaires sera nécessaire à cette fin, et que des « économies » devront être réalisées dans d'autres domaines de dépenses gouvernementales, comme les services de santé, et les dépenses militaires contre le terrorisme.**

Le titre du London Times du 22 février était « [La Russie est une plus grande menace pour notre sécurité que les terroristes](#) ». Leur rédactrice en chef concernant la Défense, Deborah Haynes, y écrivait que :

*« La menace que représentent des États comme la Russie et la Corée du Nord pour la Grande-Bretagne est plus grande que celle que représente le terrorisme, a déclaré hier le secrétaire à la Défense, ce qui marque un changement important dans la politique de sécurité.*

*Gavin Williamson a laissé entendre aux députés que plus d'argent et un changement dans la structure des forces armées seraient nécessaires dans le cadre d'une révision de la défense pour relever le défi d'un conflit entre États, ce que la Grande-Bretagne n'a pas eu à envisager depuis une génération...*

*C'est un changement par rapport à la stratégie de sécurité nationale publiée en 2015, qui a d'abord inscrit le terrorisme international sur la liste, et qui s'inscrit dans le droit fil de la décision prise le mois dernier par les États-Unis de déclarer la « concurrence stratégique » de pays comme la Chine et la Russie comme son principal objectif plutôt que de lutter contre le terrorisme...*

*Il a décrit « l'affirmation accrue » du Kremlin, comme une multiplication par dix de l'activité de ses sous-marins dans l'Atlantique Nord, une présence russe croissante dans la région méditerranéenne et son implication dans la guerre en Syrie. Mais vous voyez alors de nouvelles nations qui commencent à jouer un rôle plus important dans le monde, comme la Chine...*

*Interrogé sur la question de savoir si M. Williamson admettait que cela aurait un effet indirect sur la façon dont les forces armées britanniques étaient structurées et sur leur état de préparation à la guerre, M. Williamson a répondu « Oui, c'est le cas ». »*

Tout comme ce qui s'est passé lorsque le Premier ministre britannique Tony Blair a fait de son pays le chien de garde du président américain George W. Bush lors de l'invasion de l'Irak en 2003, la Première ministre britannique Theresa May a fait de son pays le chien de garde du président américain Donald Trump dans les invasions à venir, de la Corée du Nord, de la Russie et de la Chine.

La presse aux États-Unis et dans les pays alliés (comme le Royaume-Uni) pourrait avoir de la difficulté à convaincre leurs populations que l'augmentation des dépenses militaires afin de

conquérir la Russie, la Chine, la Corée du Nord et - comme le président américain Trump souhaite également l'inclure - l'Iran (mais il va probablement utiliser l'allié américain qu'est Israël pour cette partie de l'opération), pourrait être difficile, car, par exemple, le même jour, le 22 février, [Gallup a rapporté que 59 % des Américains désapprouvent Trump](#) (et 37 % l'approuvent) sur la question des « relations avec la Russie », et si on revient au 23 mars 2017, Public Integrity titrait « Le public est favorable à la réduction des dépenses de défense, pas d'ajouter des milliards de plus, constate un nouveau sondage » et il y était écrit que :

« Le budget proposé par le président Trump pour 2018 ne suit pas l'opinion publique, selon un nouveau sondage.

*Le sondage, réalisé par le Programme de Consultation Publique (PCP) de l'Université du Maryland, a révélé que même si Trump a proposé une augmentation de 54 milliards de dollars des dépenses fédérales pour les forces armées, la majorité des Américains préfèrent une réduction de 41 milliards de dollars. Alors que Trump a proposé une augmentation de 2,8 milliards de dollars pour la sécurité intérieure, une majorité d'Américains est favorable à une réduction de 2 milliards de dollars...*

*Les propositions de Trump étaient en contradiction avec les préférences des républicains et des démocrates...*

*La majorité des personnes interrogées au sein du parti républicain ont déclaré qu'elles souhaitent maintenir le budget de défense dit « de base », ou principal, au niveau actuel, bien qu'elles soient favorables à une réduction de 5 milliards de dollars des dépenses concernant le budget pour les « opérations des contingents à l'étranger », notamment en Afghanistan et en Irak...*

*Ces résultats, à leur tour, étaient étonnamment semblables aux conclusions d'une enquête menée en 2012 par le Centre pour l'Intégrité Publique, le PCP, et le Centre Stimson, un groupe d'étude à but non lucratif sur les politiques de Washington. Lorsqu'on a demandé aux participants de cette enquête ce qu'ils feraient du budget de la défense de base d'Obama, la majorité des participants étaient favorables à une réduction d'au moins 65 milliards de dollars, passant de 562 à 497 milliards de dollars... »*

La situation risque d'être encore plus difficile au Royaume-Uni, où, selon un sondage de Gallup en 2017, comme indiqué dans leur « [Classement des Dirigeants Mondiaux : 2018](#) », les habitants du Royaume-Uni à qui on a demandé « Approuvez-vous ou désapprouvez-vous les performances professionnelles des dirigeants des États-Unis ? » ont été 63 % à désapprouver et 33 % à approuver, et l'approbation nette (-30%) a diminué de 26 % par rapport à la notation du précédent président, Obama (-4%), en 2016.

Par conséquent, pour que les dirigeants y parviennent, il faudra qu'il y ait un divorce total, même de la prétention d'être des « démocraties », car, sur la base d'une décision si importante quant à savoir s'il devrait y avoir ou non une troisième guerre mondiale (et, si c'est le cas, si l'Iran devrait y être une cible), il ne serait possible d'aller à l'encontre de l'écrasante majorité de l'opinion publique que dans ce qui est effectivement une dictature ([ce qui a été scientifiquement prouvé pour les États-Unis](#)). Donc : il sera difficile d'y parvenir, mais au moins aux États-Unis - qui est une dictature avérée - c'est possible.

Alors que la [presse, à la fois aux États-Unis, et au Royaume-Uni, a délibérément gonflé les mensonges du gouvernement, affirmant que, selon l'AIEA, Saddam Hussein n'était qu'à six mois de](#)

[posséder des armes nucléaires](#), ils pourraient ne pas le faire cette fois-ci contre des pays réellement dotés d'armes nucléaires, parce qu'il n'y a probablement pas encore, ni dans un proche avenir, suffisamment de bunkers de milliardaires souterrains profonds - comme [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#), et [ici](#) - pour les protéger des explosions nucléaires, et encore moins quoi que ce soit pour protéger quiconque contre l'hiver nucléaire et la famine mondiale qui en résulteraient.

Ainsi, peut-être, l'avidité atteindra-t-elle enfin ses limites : l'auto-préservation pure et simple. C'est une chose quand un pays étranger, comme l'Irak - ou la Libye, ou la Syrie, ou le Yémen - est détruit, mais c'en est une autre quand le monde sera lui-même détruit. Le degré de folie que le complexe militaro-industriel suppose aujourd'hui parmi le grand public pourrait tout simplement ne pas exister.

Enfin, les entreprises de fabrication d'armes des gouvernements occidentaux pourraient devoir faire face à la chute brutale de leurs valeurs boursières, que toutes méritent tant, et qui a déjà été retardée pendant des décennies - depuis au moins 1991, quand l'Union soviétique, son communisme et son alliance militaire avec le Pacte de Varsovie ont tous pris fin, et que tout ce qui reste disponible en tant qu'épouvantails qui doivent être tués pour « sauver le monde » c'est : la Russie, la Chine, la Corée du Nord - et peut-être (si les Saoudiens et Israël veulent faire ce qu'ils veulent), l'Iran.

Ce qui n'est pas encore clair c'est quand - si jamais - les pays « démocratiques » occidentaux (les États-Unis et leurs alliés, les milliardaires qui s'y trouvent) atteindront la limite de leur cupidité impériale. Mais si le monde est leur limite, alors il n'y a pas de limite du tout, parce que le monde lui-même prendra fin avant que cette limite soit atteinte. Et maintenant, ce n'est pas seulement Donald Trump qui ouvre la voie, mais Theresa May s'est jointe à sa marche somptueuse vers l'anéantissement mondial.

Eric Zuesse

***Note de la traductrice :** Je suis personnellement beaucoup moins optimiste que l'auteur concernant la propension des journalistes à ne pas suivre le mouvement par peur de l'anéantissement mondial. Il suffit de repenser à cet [article de The Economist](#) qui appelle peu ou prou à déclencher la guerre contre la Russie et la Chine car ces pays contestent l'hégémonie américaine, pour se rendre compte que les journalistes des médias de masse ont perdu tout sens commun, et sont incapables d'appréhender les réelles conséquences de leurs appels à la guerre.***Source :** [Strategic Culture](#)  
**Traduction :** [Christelle Néant](#)